



**RETURN BIDS TO:**

**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

Bid Receiving - PWGSC / Réception des  
soumissions – TPSGC

e-post Connect / Connexion postal

Refer to Section 11 in the RFI

Consulter la sect. 11 dans la DDR

**LETTER OF INTEREST**

**LETTRE D'INTÉRÊT**

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Special Projects Division (SPD)/Division de Projets  
Spéciaux (DPS)

Terrasses de la Chaudière 4th Floor

Terrasses de la Chaudière 4e étage

10 Wellington Street,

10 Wellington Street,

Gatineau

Québec

K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> DDR pour SGPN/Caméras corporelles	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> M7594-212120/A	<b>Date</b> 2020-10-19
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> M7594-212120	<b>GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG</b> PW-\$\$XU-005-38547
<b>File No. - N° de dossier</b> 005xu.M7594-212120	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2020-11-20</b>	
<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Standard Time EST	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Mulligan, Kate	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 005xu
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (873) 353-9579 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> La Gendarmerie royale du Canada 1200, prom. Vanier Ottawa (Ontario) K1A 0R2	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**

**CONCERNANT**

**UN SYSTÈME DE GESTION DE PREUVES NUMÉRIQUES NATIONAL**

**ET**

**DES CAMÉRAS CORPORELLES**

**POUR**

**LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA**

**Demande de renseignements concernant  
un système de gestion de preuves numériques national et  
des caméras corporelles pour  
la Gendarmerie royale du Canada**

**TABLE DES MATIÈRES**

<b>1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET BUT.....</b>	<b>2</b>
<b>2. MANDAT DE LA GRC.....</b>	<b>3</b>
<b>3. NATURE DE LA DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS.....</b>	<b>3</b>
<b>4. ACTIVITÉS D'APPROVISIONNEMENT ET CONSIDÉRATIONS.....</b>	<b>3</b>
<b>5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - DÉPLOIEMENT LIMITÉ DE CAMÉRAS CORPORELLES AU NUNAVUT .....</b>	<b>4</b>
<b>6. COÛTS LIÉS AUX RÉPONSES .....</b>	<b>5</b>
<b>7. TRAITEMENT DES RÉPONSES .....</b>	<b>5</b>
<b>8. CONFIDENTIALITÉ DES RÉPONSES DES FOURNISSEURS.....</b>	<b>6</b>
<b>9. POSSIBILITÉ DE SÉANCE D'INFORMATION .....</b>	<b>6</b>
<b>10. PRÉSENTATION DES RÉPONSES .....</b>	<b>6</b>
<b>11. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET PRÉSENTATION DES RÉPONSES .....</b>	<b>7</b>
<b>12. SURVEILLANT DE L'ÉQUITÉ .....</b>	<b>7</b>
<b>13. EXIGENCES ET SPÉCIFICATIONS POTENTIELLES.....</b>	<b>8</b>
<b>14. QUESTIONS À L'INDUSTRIE.....</b>	<b>13</b>
<b>15. DÉMONSTRATION DU FOURNISSEUR.....</b>	<b>23</b>
<b>ANNEXE A .....</b>	<b>25</b>

**Demande de renseignements concernant  
un système de gestion de preuves numériques national et  
des caméras corporelles**

**1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET BUT**

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) a publié cette demande de renseignements (DDR) pour la Gendarmerie royale du Canada (GRC). L'objectif de la DDR est de solliciter la rétroaction de l'industrie au sujet d'un système de gestion de preuves numériques (SGPN) national et de caméras corporelles. La GRC souhaite obtenir une rétroaction supplémentaire sur d'autres dispositifs de collecte d'éléments de preuve auprès des fournisseurs qui offrent actuellement ces produits, systèmes et services importants.

La GRC veut tout mettre en œuvre pour que les Canadiens se sentent protégés par leur force policière nationale et qu'ils aient confiance en elle. Dans cette optique, la GRC s'emploie à déployer plus de 10 000 caméras corporelles pour en assurer le port par les agents de police de première ligne. La GRC travaille aussi pour trouver une solution nationale efficace et sûre pour faciliter la collecte, le stockage et la diffusion appropriés de ses preuves numériques. La solution servira de complément aux caméras d'intervention et à d'autres outils de collecte de preuves numériques importants.

Cette initiative est d'une importance capitale pour la GRC et elle entend agir rapidement pour obtenir des résultats. La GRC sait que son travail ne peut être accompli sans le concours de nombreux acteurs de premier plan, comprenant, sans s'y limiter, le Bureau du Commissaire à la protection de la vie privée, ses partenaires contractuels fédéraux, provinciaux, territoriaux et municipaux, l'industrie et l'ensemble de la communauté.

Par le passé, la GRC a sollicité l'avis de l'industrie en ce qui concerne la gestion des preuves numériques et les caméras corporelles.

En novembre 2015, TPSGC a publié une lettre d'intérêt pour le compte de la GRC afin de solliciter l'avis de l'industrie dans le cadre d'une initiative de collecte de renseignements probants sur la viabilité des caméras vidéo corporelles pour la GRC et d'établir un plan pour sa mise en œuvre éventuelle. Le numéro de l'offre pour cette activité d'approvisionnement est M7594-162680/A et un lien vers l'appel d'offres du Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (Achatsetventes.gc.ca) se trouve ici : <https://achatsetventes.gc.ca/donnees-sur-l-approvisionnement/appels-d-offres/PW-HN-329-68459>

En juin 2018, TPSGC a publié une lettre d'intérêt pour le compte de la GRC afin de solliciter l'avis de l'industrie sur une solution logicielle assurant la collecte, le stockage, l'organisation, la protection, la communication et l'élimination des preuves numériques en utilisant une solution de modèle SaaS infonuagique. Le numéro de l'offre pour cette activité d'approvisionnement est M2989-190834/A et un lien vers l'appel d'offres du Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (Achatsetventes.gc.ca) se trouve ici : <https://achatsetventes.gc.ca/donnees-sur-l-approvisionnement/appels-d-offres/PW-VAN-590-8377>

En mai 2019, TPSGC a publié une lettre d'intérêt pour le compte de la GRC afin de solliciter l'avis de l'industrie au sujet d'une application d'extraction d'éléments de preuve sur le terrain qu'il est possible

d'utiliser sur un appareil mobile, en tenant compte des divers types de preuves numériques que la GRC est tenue de recueillir sur le terrain. Le numéro de l'offre pour cette activité d'approvisionnement est M7594-192290/A et un lien vers l'appel d'offres du Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (Achatsetventes.gc.ca) se trouve ici : <https://achatsetventes.gc.ca/donnees-sur-l-approvisionnement/appels-d-offres/PW-EEM-035-35725>

L'industrie doit noter que le processus actuel de demande de renseignements remplace les processus mentionnés ci-dessus.

## **2. MANDAT DE LA GRC**

La GRC fournit des services de police fédéraux, provinciaux, territoriaux et municipaux aux Canadiens dans 10 provinces, 3 territoires, 150 municipalités et plus de 600 communautés autochtones, ce qui comprend la prestation de services policiers fédéraux et de services policiers spécialisés en appui à des centaines d'autres services de police et d'agence de sécurité publique au Canada.

## **3. NATURE DE LA DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**

Cette demande de renseignements (DDR) est une initiative de consultation, menée par TPSGC au nom de la GRC, ci-après dénommée « le Canada ». On sollicite les commentaires de l'industrie sur des solutions commerciales et techniques éprouvées, ainsi que sur des leçons apprises et des pratiques exemplaires qui aideront le Canada à obtenir le SGPN national et les caméras corporelles dont il a besoin.

Cette DDR ne constitue ni un appel d'offres ni une demande de propositions (DP). Aucun accord ou contrat ne sera directement conclu en vertu de cette DDR. La publication de la DDR ne constitue en aucun cas un engagement pris par le Canada, et elle n'autorise aucunement les éventuels répondants à entreprendre des travaux dont le coût pourrait être réclaté au Canada. Enfin, elle ne doit pas être considérée comme un engagement pris par le Canada à publier une DP ou à attribuer un contrat visant les travaux décrits dans les présentes.

La participation à cette DDR est encouragée, mais elle n'est pas obligatoire. La DDR ne servira pas à dresser une liste préliminaire d'entreprises qui pourraient exécuter les travaux à venir. De la même manière, la participation à la DDR ne constitue pas une condition préalable pour participer à une éventuelle DP, ou à tout autre type d'appel d'offres.

## **4. ACTIVITÉS D'APPROVISIONNEMENT ET CONSIDÉRATIONS**

Le Canada a l'intention d'utiliser les commentaires de l'industrie pour faire avancer un processus d'approvisionnement dans le but d'acquérir un SGPN national et des caméras corporelles. Ce ou ces processus d'approvisionnement peuvent être itératifs ou agiles.

Étant donné l'importance capitale de cette initiative, le Canada entend suivre un calendrier ambitieux pour faire avancer toute activité d'approvisionnement. Les activités et les dates clés de l'approvisionnement ci-après pourraient être modifiées à la seule discrétion du Canada :

**Tableau 1 : CALENDRIER**

ACTIVITÉ	DATE
Publication d'une DDR	Octobre 2020
Examen des réponses de l'industrie à la DDR	Novembre 2020
Séances de mobilisation de l'industrie	Décembre 2020
Publication de l'ébauche de la DP pour obtenir la rétroaction de l'industrie	Février 2021
Publication finale de la DP	Mars 2021
Attribution du contrat	Mai 2021
Début du déploiement progressif du SGPN et des caméras corporelles à l'échelle nationale	Juillet 2021

Le Canada pourrait attribuer un ou des contrats subséquents d'une période initiale ferme de six (6) ans, suivie de six (6) options irrévocables d'un (1) an, pour une période contractuelle totale pouvant aller jusqu'à douze (12) ans.

Tout contrat subséquent pourrait être utilisé par d'autres ministères et organismes du gouvernement fédéral du Canada, des ministères et des organismes de gouvernements provinciaux ou territoriaux ou par d'autres corps de police provinciaux et municipaux du Canada.

Le processus d'approvisionnement pour cette initiative pourrait être assujéti aux accords commerciaux internationaux et aux ententes sur les revendications territoriales globales, incluant l'entente concernant le Nunavut.

L'objectif de TPSGC est de s'assurer que les biens et les services que le gouvernement du Canada (GC) achète sont inclusifs par leur conception et accessibles par défaut. La prise en compte de l'accessibilité dans les marchés publics est maintenant une obligation inscrite dans la *Politique des marchés du Conseil du Trésor* et, le cas échéant, des critères d'accessibilité doivent être inclus dans les exigences relatives aux biens et services.

## **5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - DÉPLOIEMENT LIMITÉ DE CAMÉRAS CORPORELLES AU NUNAVUT**

À la Direction générale, la GRC détient une réserve de 75 caméras utilisées pour appuyer le déploiement rapide, limité et à petite échelle de caméras corporelles dans les opérations des divisions. Ces caméras ne sont pas utilisées lors des patrouilles ordinaires.

Lorsque les divisions le demandent, ces caméras peuvent être utilisées pour assurer l'ordre public ou l'application de la loi dans des opérations planifiées. Ainsi, des enregistrements vidéo des gestes posés

par les agents peuvent être utilisés comme preuve ou pour faire enquête sur toute demande d'examen ou plainte concernant la conduite policière.

La GRC planifie actuellement un déploiement limité de caméras corporelles au Nunavut. Le déploiement se fera en consultation avec la communauté afin d'assurer l'efficacité de la formation, ainsi que des politiques et procédures opérationnelles liées à la protection de la vie privée et au traitement des preuves vidéo. Ce déploiement contribuera à éclairer le déploiement à plus grande échelle dans l'ensemble du pays.

## **6. COÛTS LIÉS AUX RÉPONSES**

Le Canada ne remboursera aucune dépense engagée pour répondre à cette DDR.

## **7. TRAITEMENT DES RÉPONSES**

- 7.1** Utilisation des réponses : Les réponses ne feront l'objet d'aucune évaluation formelle. Toutefois, le Canada pourra les utiliser pour élaborer ou modifier des stratégies d'acquisition ou tout document préliminaire joint à la présente DDR. Le Canada examinera toutes les réponses reçues d'ici la date de clôture de la DDR et pourra, à sa discrétion, examiner les réponses reçues après la date de clôture de la DDR.
- 7.2** Une équipe d'examen composée de représentants de la GRC et de TPSGC étudiera les réponses. Le Canada se réserve le droit de faire appel à des experts-conseils indépendants, ou à des employés du gouvernement, s'il le juge nécessaire, pour évaluer les réponses. Rien ne garantit que tous les membres de l'équipe d'examen étudient toutes les réponses.
- 7.3** Le Canada peut, à sa discrétion, communiquer avec des répondants pour les interroger ou leur demander de préciser leurs réponses.
- 7.4** Les réponses et les commentaires reçus seront résumés dans un rapport sommaire de commentaires et de résultats et publiés sur [Achatsetventes.gc.ca](http://Achatsetventes.gc.ca) à la fin des activités de consultation de la DDR.
- 7.5** Les réponses rapides seront prises en compte et sont encouragées.
- 7.6** Il incombe à chaque répondant de s'assurer que sa réponse est livrée à la bonne adresse et qu'elle est reçue dans les délais impartis.
- 7.7** Les répondants doivent veiller à ce que leur nom, leur adresse, le numéro de la demande et la date de clôture figurent lisiblement sur l'enveloppe contenant la réponse.
- 7.8** Les réponses à la présente DDR ne seront pas retournées.

## 8. CONFIDENTIALITÉ DES RÉPONSES DES FOURNISSEURS

Même si les renseignements recueillis peuvent être fournis sous forme d'information confidentielle (dans ce cas, ils seront traités en conséquence par le Canada), le Canada pourra les utiliser dans le cadre de la rédaction d'une demande de soumissions ou de documents contractuels à venir.

Les répondants sont encouragés à indiquer au Canada les renseignements qu'ils considèrent comme exclusifs, personnels ou appartenant à un tiers. Veuillez noter que le Canada pourrait être tenu par la loi (p. ex. en réponse à une demande en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* ou de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*) de divulguer des renseignements exclusifs ou commercialement sensibles au sujet d'un répondant.

Les répondants doivent indiquer dans leurs réponses les renseignements qu'ils considèrent exclusifs ou confidentiels. Le Canada traitera ces renseignements de façon confidentielle, conformément à la *Loi sur l'accès à l'information*.

## 9. POSSIBILITÉ DE SÉANCE D'INFORMATION

Le Canada peut, à sa discrétion, tenir une séance d'information avec les représentants de l'industrie au sujet de la présente DDR. Le cas échéant, la date, l'heure et le lieu de la séance d'information seront affichés ultérieurement sur le site Achatsetventes.gc.ca. Si une séance d'information a lieu, il s'agira d'une occasion, pour les fournisseurs intéressés, de demander des clarifications au sujet de l'objectif et du contenu de la présente DDR.

## 10. PRÉSENTATION DES RÉPONSES

On invite les répondants à faire leurs commentaires, à exprimer leurs préoccupations ou à formuler des recommandations sur les moyens de répondre aux besoins ou d'atteindre les objectifs décrits dans la présente DDR. Ils sont également invités à s'exprimer sur le contenu, la forme et la manière dont l'information est structurée dans les documents préliminaires joints à la présente DDR. Les répondants sont priés d'expliquer les présupposés sur lesquels sont fondées leurs réponses.

**Page couverture :** Si la réponse est donnée en plusieurs volumes, les répondants sont priés d'indiquer sur la page de couverture de chaque volume le titre de la réponse, le numéro de la demande, le numéro du volume et leur raison sociale complète.

**Page titre :** La première page de chaque volume de la réponse, qui suit la page couverture, devrait être la page titre et contenir :

- le titre de la réponse et le numéro du document;
- le nom et l'adresse du répondant;
- le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de la personne-ressource du répondant;
- la date;
- le numéro de la DDR.

**Système de numérotation** : les répondants sont priés d'utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la présente DDR. Toute référence à des documents descriptifs, à des manuels techniques et à des brochures accompagnant la réponse doit respecter ce système.

## 11. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET PRÉSENTATION DES RÉPONSES

Toute question relative à la DDR doit être posée à l'autorité contractante de TPSGC.

Les fournisseurs intéressés sont priés de bien vouloir noter que toutes les communications relatives à l'objet de la présente DDR doivent être transmises exclusivement à l'autorité contractante de TPSGC. Les fournisseurs intéressés doivent s'abstenir de communiquer directement avec les intervenants de la GRC ou avec d'autres représentants du gouvernement du Canada concernant tout aspect du processus d'approvisionnement, y compris l'objet des présentes.

### Autorité contractante de TPSGC :

Nom : Kate Mulligan

Titre : Gestionnaire, Direction d'approvisionnement des grands projets

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Courriel : [kate.mulligan@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:kate.mulligan@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

**Date et échéance** : Les fournisseurs qui souhaitent répondre à la DDR doivent faire parvenir leur réponse au moyen de Connexion postel, au plus tard à l'heure et à la date indiquées sur la page couverture de la présente DDR.

**Présentation de la DDR** : Vous devez envoyer un courriel à l'Unité de réception des soumissions (URS) de TPSGC

[TPSGC.DGAreceptiondessoumissions-ABBidReceiving.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:TPSGC.DGAreceptiondessoumissions-ABBidReceiving.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

Votre courriel doit indiquer que vous avez l'intention de transmettre une réponse par Connexion postel. Cela ne signifie pas que la réponse doit être prête à être envoyée; l'envoi de ce courriel permettra plutôt à l'URS d'entrer en contact avec vous sur Connexion postel, afin que vous puissiez préparer la transmission de votre réponse lorsque celle-ci sera prête à être envoyée.

## 12. SURVEILLANT DE L'ÉQUITÉ

Le Canada a l'intention de faire intervenir un surveillant de l'équité dans ce processus d'approvisionnement. Le surveillant de l'équité observera, par exemple, le processus d'approvisionnement pour s'assurer que TPSGC agit de manière équitable et cohérente tout au long du processus. En vertu du contrat qu'il a conclu avec le Canada, le surveillant de l'équité a l'obligation de préserver la confidentialité de tous les renseignements qu'il obtient dans le cadre de sa participation au processus d'approvisionnement. Afin de s'acquitter de ses obligations, le surveillant de l'équité aura accès à tous les documents générés par le Canada et à la correspondance connexe reçue par le Canada concernant la présente DDR et toute activité d'approvisionnement subséquente pendant le processus d'approvisionnement.

### **13. EXIGENCES ET SPÉCIFICATIONS POTENTIELLES**

#### **13.1 Un certain nombre de capacités et de considérations commerciales sont nécessaires pour l'ensemble des aspects de la solution de gestion des preuves numériques, comprenant, sans s'y limiter :**

**13.1.1** La GRC est un service policier multiterritorial. Elle assure le maintien de l'ordre à tous les niveaux d'application de la loi, y compris fédéral, provincial et municipal, afin de garantir le respect du *Code criminel du Canada* et des exigences législatives de huit provinces contractantes. La GRC doit être en mesure d'extraire les preuves numériques de la solution, stockées n'importe où au pays, à partir de n'importe quel détachement.

**13.1.2** Le SGPN doit se concentrer sur l'acquisition et le stockage d'informations opérationnelles qui sont généralement considérées comme des données non structurées. Cela comprend les fichiers vidéo et audio, les photos, les courriels et d'autres données opérationnelles et les données d'enquête dont certains peuvent avoir des formats de fichiers différents ou même de propriétaires. On ne tient pas compte du SGPN pour le stockage ou la gestion de données administratives non structurées pour lesquelles la GRC utilise des systèmes séparés.

**13.1.3** Le SGPN ne servira pas exclusivement de complément aux caméras corporelles et doit avoir la capacité d'acquérir et de stocker des biens numériques provenant de sources multiples. Cela comprend les systèmes vidéo embarqués, les caméras corporelles, les vidéos de bloc cellulaire, les vidéos, les photos ou les fichiers audio provenant d'un appareil cellulaire intelligent déployé auprès des agents de police de première ligne et les fichiers semblables fournis par des citoyens dans le cadre d'enquêtes ou de signalement de crimes en ligne.

**13.1.4** Le SGPN doit utiliser des formats de données ouverts et basés sur des normes pour tous les biens numériques, dans la mesure du possible. Ces formats comprennent codecs, les condensés numériques, les métadonnées à des fins de gestion de l'information, de sécurité et de géocodage. Le SGPN doit fonctionner avec les applications de visualisation cartographique (c.-à-d., les systèmes d'information géospatiale). Le formatage propriétaire doit être stocké dans le format original avec la capacité de le transcoder en des formats plus communs.

**13.1.5** Compte tenu de la structure organisationnelle de la GRC et des diverses frontières géographiques et des difficultés liées à l'infrastructure, notamment les limites de la bande passante dans les endroits éloignés, la solution doit permettre le stockage de biens numériques largement distribués et le stockage centralisé complet, en cas de besoin.

**13.1.6** La solution doit permettre à de multiples outils et autres systèmes et applications de la GRC d'accéder à des fichiers opérationnels et de les relier à des biens numériques. Par exemple, un lecteur vidéo, un éditeur vidéo, un éditeur audio, un système de gestion des dossiers opérationnels (SGD), un système de gestion des cas graves, des applications de cartographie, etc. Dans le cadre du processus de divulgation pour répondre aux

exigences des tribunaux, les dossiers doivent être accessibles pour les traces d'audit et le caviardage, le cas échéant.

- 13.1.7** Les options complètes en matière de traces d'audit sont requises afin de suivre les gens qui ont regardé, exporté ou manipulé des éléments de preuve ou des dossiers des utilisateurs internes, des partenaires externes et des administrateurs principaux.
  - 13.1.8** La solution doit avoir une capacité de gestion de l'information complète. Au minimum, cette capacité comprend la possibilité de saisir, d'indexer, de rechercher, de gérer, de recouper et de relier par des métadonnées, de mettre sous séquestre, d'extraire, de supprimer et de transférer des informations conformément à la législation et aux politiques. Les fonctions d'archivage et de suppression doivent également être prises en charge.
  - 13.1.9** L'expérience de l'utilisateur et l'interface utilisateur doivent être simples, faciles à apprendre et conviviales dans les deux langues officielles du Canada.
  - 13.1.10** Les données stockées dans le SGPN doivent être conformes aux normes suivantes : confidentialité Protégé B, intégrité moyenne, disponibilité moyenne. Les données doivent être marquées avec les métadonnées appropriées qui permettront une gestion, une sécurité et une gouvernance appropriées de l'information.
  - 13.1.11** Conformément à l'orientation du gouvernement du Canada, la GRC est tout d'abord à la recherche d'une approche infonuagique pour offrir ces capacités.
- 13.2 Un certain nombre de capacités et de considérations commerciales, fonctionnelles et non fonctionnelles sont nécessaires pour l'ensemble des aspects de caméras d'intervention, comprenant, sans s'y limiter :**
- 13.2.1** L'utilisateur doit être en mesure de positionner et de porter la caméra corporelle sur diverses parties du corps. La caméra corporelle doit avoir un fini foncé et mat pour bien s'harmoniser à l'uniforme de l'utilisateur.
  - 13.2.2** La caméra corporelle doit avoir une capacité de stockage permettant de rencontrer ou de dépasser les paramètres suivants: enregistrement sur une période de douze heures, à 720p, 5Mbs, H.264, tout en prenant un minimum de trente images par seconde.
  - 13.2.3** La caméra corporelle doit être fabriquée pour fonctionner sans problème dans une large fourchette de températures, par exemple de -40 degrés Celsius à +40 degrés Celsius.
  - 13.2.4** L'utilisateur doit être en mesure de couper et de rétablir le son pendant les enregistrements, afin de permettre la saisie de vidéos avec ou sans son.
  - 13.2.5** L'utilisateur doit être en mesure de facilement activer la caméra corporelle en portant des gants et sans avoir à regarder l'appareil.
  - 13.2.6** La caméra corporelle doit inclure des indicateurs qui informeront l'utilisateur de l'état de la batterie, de l'espace de stockage, du statut de l'enregistrement et du téléchargement en amont.

- 13.2.7** La caméra corporelle doit être équipée d'un indicateur visuel montrant qu'elle enregistre.
  - 13.2.8** La caméra corporelle doit être équipée d'une fonction qui permettra à l'utilisateur de désactiver tous les indicateurs sonores et visuels.
  - 13.2.9** La caméra corporelle doit être fournie avec une station d'accueil qui ne nécessite pas de station de travail.
  - 13.2.10** La caméra corporelle doit être équipée d'une fonction qui permettra à l'utilisateur d'ajouter un signet à un vidéo, afin d'accéder à un moment précis qui présente un intérêt.
  - 13.2.11** Les paramètres d'enregistrement de la caméra corporelle doivent être configurables pour des éléments tels que la fréquence d'images, le débit binaire et la résolution par l'administrateur du système
  - 13.2.12** La caméra corporelle doit inclure un dispositif de sauvegarde afin que les informations qui y sont stockées soient protégées dans l'éventualité d'un accès autorisé après une perte ou un vol.
  - 13.2.13** La caméra corporelle doit être fabriquée de manière à ce que sa carte mémoire ne puisse pas être retirée.
  - 13.2.14** La caméra corporelle doit posséder une fonction permettant à l'utilisateur d'enregistrer une vidéo seule d'un tampon de préenregistrement d'au moins trente secondes.
  - 13.2.15** Le contenu de la caméra corporelle doit être présenté dans des formats standards non propriétaires. Par exemple, les formats standards non propriétaires peuvent inclure mais ne sont pas limités à: un format vidéo de conteneur MP4 avec un encodage H264/265 et/ou un format audio pouvant être MP3, WAV ou AAC.
  - 13.2.16** Différentes configurations de la caméra corporelle et de son équipement doivent être disponibles pour des tâches spécialisées.
  - 13.2.17** Une caméra corporelle en deux parties pouvant être montée sur un casque ou un autre équipement de tête opérationnel doit être disponible.
  - 13.2.18** La caméra corporelle doit être équipée d'une fonction qui lui permettra de se relier à d'autres systèmes qui déclenchent automatiquement la caméra par le biais de divers paramètres définis par l'utilisateur.
- 13.3** Les exigences et spécifications potentielles suivantes décrivent les diverses fonctionnalités logicielles qui doivent être prises en compte pour le SGPN national, en particulier en appui aux caméras d'intervention. Elles comprennent notamment, mais sans s'y limiter, des fonctionnalités suivantes :

- 13.3.1** La caméra corporelle requiert des fonctionnalités logicielles qui garantiront la saisie des métadonnées suivantes pour toute vidéo enregistrée : nom de l'agent et numéro d'insigne, ID de la caméra, date de création de la vidéo, heures de début et de fin de la vidéo et classification ou catégorie.
- 13.3.2** Les fonctionnalités du logiciel doivent permettre la configuration des métadonnées par l'administrateur du système, au besoin.
- 13.3.3** La caméra corporelle requiert une fonctionnalité logicielle qui permettra le téléchargement en amont de vidéos de la caméra corporelle, par le biais de la station d'accueil, sans intervention de l'utilisateur.
- 13.3.4** La fonctionnalité du logiciel doit permettre à l'utilisateur de cibler et de signaler un fichier dont l'accès est restreint ou d'autres types d'informations spécifiques.
- 13.3.5** Les fonctionnalités logicielles doivent permettre le stockage d'autres types de données, au-delà de la simple vidéo de la caméra corporelle. En voici quelques exemples : PDF, documents créés à partir d'un logiciel de traitement de texte, données d'images, etc.
- 13.3.6** Les fonctionnalités du logiciel doivent être fournies avec les API pour permettre l'accès à l'application logicielle.
- 13.3.7** Les fonctionnalités du logiciel doivent permettre l'interfaçage avec le ou les systèmes de gestion des dossiers opérationnels de la GRC.
- 13.3.8** La fonctionnalité du système mondial de localisation (GPS) doit être incluse afin que les coordonnées géographiques d'un incident enregistré au moyen de la caméra corporelle puissent être facilement recensées.
- 13.3.9** Les fonctionnalités du logiciel doivent permettre l'option de la reconnaissance faciale pour aider l'utilisateur avec le caviardage.
- 13.3.10** Les fonctionnalités du logiciel doivent permettre la création d'un ensemble défini d'autorisations d'accès pour les utilisateurs et doivent permettre une gestion des autorisations basée sur les rôles.
- 13.3.11** Les fonctionnalités du logiciel doivent permettre la création d'un identifiant à l'échelle de l'Agence pour chaque élément de preuve.
- 13.3.12** Les fonctionnalités du logiciel doivent inclure la capacité de saisir, de repérer, d'extraire, de trier et de rechercher des métadonnées, dans tous les champs de données disponibles.
- 13.3.13** Les fonctionnalités du logiciel doivent permettre d'enregistrer et de conserver tout l'historique de l'utilisateur, y compris le suivi de toute tentative non autorisée d'accéder

au système ou à une donnée spécifique. Le suivi de l'historique d'un utilisateur doit inclure, mais sans s'y limiter, les requêtes effectuées et la date et l'heure auxquelles les enregistrements ont été consultés, exportés, modifiés ou imprimés.

**13.3.14** Les fonctionnalités du logiciel doivent inclure la capacité de suivre et d'enregistrer le fait que l'utilisateur a validé la transcription.

**13.3.15** Les fonctionnalités du logiciel doivent inclure la capacité de divulguer électroniquement les enregistrements vidéo et audio aux tribunaux et à d'autres organismes externes, en fonction des exigences. Les fonctionnalités doivent permettre de signaler les informations spécifiques à inclure dans la divulgation.

**13.3.16** Les fonctionnalités du logiciel doivent permettre l'édition et le caviardage de vidéos, sans modifier le fichier original.

**13.3.17** Les fonctionnalités du logiciel doivent automatiser la conversion parole-texte à partir de supports audio et visuels, avec un taux d'exactitude de 80 à 90 %. La solution doit permettre la conversion parole-texte dans les deux langues officielles du Canada, l'anglais et le français.

**13.3.18** Les fonctionnalités du logiciel doivent permettre de purger ou d'archiver les informations d'enquête à une date d'échéance prédéfinie, et après l'évaluation de la valeur de l'information par un utilisateur autorisé.

**13.3.19** Les fonctionnalités du logiciel doivent permettre d'appliquer des politiques de rétention des données reposant sur les métadonnées des actifs. Cette fonctionnalité doit permettre d'appliquer une méthode d'automatisation des dates d'échéance qui sont définies dans chaque fichier du système de gestion des dossiers.

**13.3.20** L'accès aux fonctionnalités requises doit pouvoir passer par une application mobile. De plus, l'application doit être capable de capturer des preuves vidéos, audios, photos et tierces sur le terrain. La GRC dispose d'appareils mobiles Android.

**13.3.21** La fonctionnalité du logiciel doit opérer efficacement dans des environnements à bande passante élevée et faible, ainsi qu'en mode hors ligne. La fonctionnalité doit également inclure des capacités de stockage et de retransmission pour les situations où l'utilisateur est hors de couverture.

**13.3.22** Aucune modification ou mise à jour des fonctionnalités du logiciel ne doit pouvoir affecter l'intégrité des données ou des enregistrements.

**13.3.23** Les caméras corporelles doivent avoir une fonctionnalité logicielle permettant de crypter toutes les vidéos de niveau Protégé B à la source (sur la caméra corporelle), en transit (une fois l'enregistrement extrait de la caméra corporelle) et au repos (une fois stocké dans la solution).

**13.3.24** Le système vidéo de la fonctionnalité logicielle doit intégrer la redondance comme mesure de protection contre les pannes de courant et les attaques malveillantes.

#### 14. QUESTIONS À L'INDUSTRIE

La présente DDR contient des questions précises adressées à l'industrie. Les répondants sont priés de répondre aux questions directement et de manière concise.

PROFIL DE L'ENTREPRISE	
1.	Présentez brièvement votre entreprise.
2.	Votre entreprise a-t-elle une expérience de la construction et du déploiement d'un SGPN policier conçu sur mesure pour un corps de police dispersé sur un grand territoire ? Veuillez donner des exemples et une brève description de cette expérience.
3.	<p>Votre entreprise offre-t-elle une gamme complète de produits et de services, y compris un SGPN complet ainsi que divers dispositifs de collecte de preuves, incluant, mais sans s'y limiter : caméras corporelles, système vidéo embarqué, système vidéo de salle d'interrogatoire, services d'intégration à l'équipement d'autres fournisseurs et aux systèmes de gestion des dossiers ?</p> <p>a) Si votre entreprise offre des dispositifs de collecte, quels sont-ils et comment s'intègrent-ils tous à votre SGPN ?</p> <p>b) Si votre entreprise propose une offre complète de SGPN ou de caméras corporelles, mais pas les deux, votre entreprise serait-elle prête à former un partenariat afin de proposer une offre complète de SGPN et de caméras corporelles au Canada ?</p> <p>c) Avez-vous des clients au Canada qui utilisent votre SGPN ? Veuillez décrire qui sont ces clients et les systèmes qui ont été déployés pour eux, et indiquer les coordonnées de la principale personne-ressource de chaque client.</p> <p>d) Le Canada devrait-il lancer un processus d'approvisionnement pour acquérir un SGPN et des caméras corporelles au moyen d'une seule offre ?</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Si la réponse est négative, le Canada devrait-il plutôt acquérir séparément le SGPN et les caméras corporelles ?</li><li>• Selon vous, quels sont les avantages et les inconvénients de chacune de ces approches ?</li><li>• Si le Canada devait lancer un processus pour acquérir en même temps un SGPN et des caméras corporelles, comment votre entreprise traiterai-elle les équipements, les données et les métadonnées des autres fournisseurs qui devraient être gérés par le SGPN, notamment du point de vue de la propriété intellectuelle (PI) ?</li><li>• Le Canada devrait-il envisager d'inclure l'obligation ou la possibilité de fournir des dispositifs de collecte autres que les caméras corporelles? Le cas échéant, que recommandez-vous ?</li></ul>

	<p>e) Votre entreprise dispose-t-elle d'un portail client pour la commande, la facturation et la présentation de l'information sur le rendement ?</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Comment ces fonctions sont-elles exécutées ?</li></ul> <p>f) La GRC exige que ses prestataires contractuels de services policiers présentent des renseignements financiers détaillés. Quelle est la flexibilité de votre système de facturation ?</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Par exemple, votre entreprise pourrait-elle facturer par division, établir des rapports à l'échelle nationale et des rapports ventilés à l'échelle du détachement ou de la municipalité ?</li><li>• Pourriez-vous facturer au niveau national et ventiler par division, et détachement ou municipalité ? Pourriez-vous facturer à l'échelle de chaque détachement ?</li></ul> <p>g) Pouvez-vous décrire les normes applicables, dans les accords sur les niveaux de service (ANS) sur les SGPN, sur la disponibilité du service, le temps de réponse, le temps de réparation et le temps de réponse de l'application à des demandes standards et toute autre norme, par exemple ?</p> <p>h) Quelle est la structure de prix privilégiée par votre entreprise pour les SGPN ?</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Par exemple, préférez-vous facturer par utilisateur, par utilisateur simultané, par quantité de données stockées ou par demande d'accès et de téléchargement dans le nuage ?</li><li>• Y a-t-il une différence de prix entre le stockage de données rapidement utilisables et le stockage à long terme ?</li><li>• La GRC trouverait-elle un avantage financier à regrouper les SGPN avec les dispositifs de collecte en tant que service, plutôt que de procéder à l'achat séparé du matériel ?</li><li>• Votre entreprise pourrait-elle donner une estimation des prix actuels de ses SGPN et des tarifs groupés pour le SGPN et un dispositif de collecte, comme une caméra corporelle ?</li></ul> <p>i) Votre entreprise a-t-elle la capacité de fournir au Canada un SGPN et des dispositifs de collecte sous forme de service géré, dans le cadre duquel votre entreprise gèrerait également les preuves numériques collectées et stockées dans le SGPN, y compris à des fins de divulgation ?</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Dans l'affirmative, veuillez décrire les capacités liées aux preuves numériques. Par exemple, brouiller les visages, déformer les voix pour préserver l'anonymat, etc.</li></ul> <p>j) Votre entreprise a-t-elle mis des mesures en place pour permettre à certains groupes de saisir des occasions grâce à vos produits et services ? Veuillez indiquer vos programmes ou initiatives d'entreprise faisant la promotion de la diversité à tous les niveaux de la société.</p> <p>k) Si le Canada attribuait à votre entreprise un contrat visant un SGPN national et des caméras corporelles, comment votre entreprise tirerait-elle parti de cette occasion</p>
--	---

	<p>pour créer des emplois ou stimuler la croissance économique dans votre communauté ?</p> <p>I) Comment les normes d'accessibilités (p. ex., WCAG A, AA, AAA) sont-elles abordées dans vos solutions technologiques de SGPN ou de caméras corporelles ?</p>
<b>MISE EN ŒUVRE ET INTÉGRATION</b>	
4.	<p>a) Votre entreprise prévoit-elle des difficultés liées à l'intégration des caméras corporelles et d'un SGPN dans un système de gestion des dossiers opérationnels de police ? La GRC utilise SIRP (Système d'incidents et de rapports de police)-[Niche], le système PRIME-BC (<i>Police Records Information Management Environment of British Columbia</i>)-[Versaterm], GRC d'Halifax et Police régionale d'Halifax (Versaterm), GeCG (Gestion électronique des cas graves)-[Xanalysis] et mapping- (Esri).</p> <p>b) Comment recommanderiez-vous de gérer les dossiers actuels de preuve numérique ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Faut-il les laisser là où ils sont ou les migrer vers le nouveau SGPN ? Préconisez-vous d'autres méthodes ?</li> <li>• En cas de migration vers le nouveau SGPN, comment ce travail serait-il réalisé ?</li> </ul> <p>c) Votre entreprise fournirait-elle ses propres services d'intégration ou ferait-elle appel à des sous-traitants ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Comment votre entreprise intégrerait-elle les futurs dispositifs de collecte de données et leurs données dans un SGPN ?</li> <li>• Votre entreprise est-elle partie à des partenariats visant des services d'intégration ?</li> </ul> <p>d) La GRC est une organisation policière décentralisée comptant quinze (15) divisions réparties entre dix (10) provinces, trois (3) territoires, la Division nationale à Ottawa (1) et la Division Dépôt - l'École de la GRC à Regina (1). La GRC a plus de sept cents (700) détachements dans l'ensemble du Canada. Comment envisagez-vous le déploiement d'un SGPN national ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La GRC devrait-elle envisager un environnement à plusieurs administrateurs, la connexion à des systèmes d'enregistrement et des dispositifs de collecte ?</li> <li>• Comment envisagez-vous l'administration et le partage des preuves dans un tel environnement ?</li> </ul> <p>e) La GRC utilise actuellement Esri pour les activités de cartographie. Votre solution inclut-elle un système d'information géographique électronique (cartographie), des interfaces de programmation d'applications (API) ou d'autres méthodes d'intégration avec un système de cartographie ?</p> <p>f) Votre système comporte-t-il des champs, ou pourrait-on en ajouter, pour les marques de sécurité sensibles telles que la confidentialité (Non classifié, Protégé A,</p>

	<p>Protégé B, Protégé A LES [réservé aux organismes d'aux organismes d'application de la loi], Protégé B LES), les conditions de libération (GRC uniquement, organisme canadien d'application de la loi seulement, utilisateurs définis) ?</p> <p>g) Veuillez décrire comment votre système d'information fournit d'autres métadonnées contextuelles qui permettraient d'améliorer la prise de décision, telles que, entre autres, des métadonnées permettant un contrôle d'accès fondé sur les attributs, la géolocalisation, des métadonnées de connaissance de la situation, etc.</p>
<b>ARCHITECTURE</b>	
5.	<p>a) La Stratégie de la GRC en matière de services de police numériques prévoit un écosystème cohérent d'agents branchés formé de composantes faiblement couplées ou découplées qui appuient les capacités opérationnelles des agents de première ligne. Veuillez donner une description générale de la manière dont votre système d'information s'intégrera avec diverses composantes (p. ex., RAO, SGD, SNPGNS, divulgation électronique, etc.).</p> <p>b) La stratégie axée sur les agents branchés vise à constituer pour les agents de première ligne un « guichet unique », par exemple en réduisant le fardeau que représentent les nombreuses applications pour différentes fonctions (p. ex., une application pour le SGPN, une application pour la caméra corporelle, une application pour le SGD, etc.). Comment votre système d'information appuierait-il cette intention stratégique ?</p> <p>c) Veuillez décrire comment votre système d'information pourrait dissocier l'application et les données. Par exemple, en rendant les données rapidement accessibles pour d'autres systèmes d'information, en intégrant des données dans un lac de données de l'entreprise, etc.</p> <p>d) L'orientation actuelle du gouvernement du Canada est de fournir des services d'informatique en nuage si possible. Suivant l'exigence du Canada en matière de souveraineté des données, toutes les données et les métadonnées doivent toujours être stockées sur des serveurs physiquement situés au Canada. Cela poserait-il des problèmes à votre entreprise ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Est-il préférable de fournir la solution sur place, en nuage ou une solution hybride ?</li> </ul> <p>e) La GRC compte de nombreux détachements en région éloignée qui doivent faire face à des difficultés liées à la faible largeur de bande, à l'absence de Wi-Fi, et à la difficulté d'obtenir du soutien technique sur place ou les services de télécommunications par satellite. Dans de nombreux détachements, la bande passante d'accès au réseau est de 1,5 Mb/s (T1). Les détachements qui utilisent les télécommunications par satellite peuvent avoir une bande passante T1 fractionnaire et une latence de ¼ seconde en amont et ¼ seconde en aval. Comment votre entreprise pourrait-elle relever les défis que posent la collecte et le stockage de preuves numériques dans des endroits éloignés ?</p>

	<p>f) La partie 13.1.5 des exigences et spécifications potentielles de cette DDR indique que la solution doit permettre le stockage de biens numériques largement distribués et le stockage intégralement centralisé, selon les besoins.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Quelles mesures prendrait votre entreprise pour garantir la disponibilité du stockage de secours ? Quels en seraient les résultats ?</li></ul> <p>g) Comment votre solution prend-elle en charge les téléphones intelligents et les tablettes électroniques et sur quelles plateformes, avec quels systèmes d'exploitation et quel matériel ?</p> <p>h) En ce qui concerne une solution en nuage, comment votre solution garantit-elle la confidentialité et l'intégrité des données stockées dans le nuage ?</p> <p>Référez-vous aux pages suivantes : <a href="https://www.canada.ca/fr/gouvernement/systeme/gouvernement-numerique/innovations-gouvernementales-numeriques/services-informatique-nuage/profil-controle-securite-services-ti-fondes-information-nuage.html">https://www.canada.ca/fr/gouvernement/systeme/gouvernement-numerique/innovations-gouvernementales-numeriques/services-informatique-nuage/profil-controle-securite-services-ti-fondes-information-nuage.html</a> et <a href="https://cyber.gc.ca/sites/default/files/publications/itsg33-ann4a-1-fra.pdf">https://cyber.gc.ca/sites/default/files/publications/itsg33-ann4a-1-fra.pdf</a></p> <p>i) Si le Canada attribuait à votre entreprise un contrat visant une solution d'infonuagique, le Canada pourrait-il, à la fin du contrat, récupérer ses données et les confier à un autre fournisseur sur place, sans frais pour le Canada, dans un format standard facilement utilisable à l'aide d'applications de base ?</p> <p>j) Comment votre entreprise pourrait-elle faciliter le transfert de grandes quantités de données dans un format non exclusif ?</p>
<b>SÉCURITÉ</b>	
6.	<p>a) Le SGPN devrait pouvoir traiter les renseignements classés Protégé B par le gouvernement du Canada, et être évalué à l'aide des contrôles de sécurité figurant dans la ligne directrice sur la sécurité de la technologie de l'information ITSG-33 du Centre de sécurité des télécommunications avant de se voir attribuer une autorisation d'exploitation (AE). Cela représenterait-il un défi pour vous ?</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Votre entreprise dispose-t-elle d'une équipe chargée de la conformité en matière de sécurité qui pourrait collaborer avec le Canada pour obtenir une accréditation de sécurité et une AE ?</li></ul> <p>b) À quels cadres de conformité en matière de sécurité informatique votre solution est-elle conforme ? Voici quelques exemples : ITSG-33 canadien, ISO 27000 lié au nuage, FedRAMP modéré, NIST SP 800-53, Services d'information sur la justice pénale, SOC 2.</p> <p>c) Votre entreprise sous-traite-t-elle ou délocalise-t-elle une partie de ses activités de développement, de maintenance, de fabrication, d'exploitation ou de soutien à la clientèle ?</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Dans l'affirmative, quelles sont les fonctions opérationnelles sous-traitées et à quels renseignements les sous-traitants ont-ils accès ?</li></ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Qui sont les sous-traitants et dans quels pays sont-ils situés ? Quelles mesures prendrait votre entreprise pour garantir l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement en matière de sécurité ?</li> </ul> <p>d) La GRC mène des vérifications de haut sur l'identité des utilisateurs au moyen d'une méthode d'authentification à deux facteurs. Décrivez comment seront sécurisés les processus d'identification et d'authentification des applications, y compris toute capacité d'authentification à deux facteurs (2FA). Décrivez les capacités d'intégration de l'Active Directory (AD) et de la gestion des appareils mobiles (GAM). Décrivez les contrôles de l'accès axé sur les rôles (RBAC) ou les contrôles d'accès basé sur les attributs (ABAC).</p> <p>e) Comment votre système d'information s'intègre-t-il avec un courtier centralisé de gestion des identités et des accès ? Quelles normes utilise-t-il (p.ex., OAuth, OIDC, SAML) ?</p>
<b>FONCTIONNALITÉ</b>	
<b>7.</b>	<p>a) Votre solution permet-elle la diffusion en continu et le téléchargement de contenu audio et vidéo ?</p> <p>b) Votre solution a-t-elle des fonctionnalités de reconnaissance visuelle ou sonore (p. ex., reconnaissance faciale, reconnaissance visuelle des menaces, reconnaissance sonore des menaces, comme la détection des coups de feu) ?</p> <p>c) Décrivez brièvement comment votre solution permet de divulguer des informations à une tierce partie, comme les tribunaux.</p> <p>d) Décrivez les capacités de votre solution à rechercher des informations à l'échelle nationale et à les divulguer dans le cadre de demandes liées à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels (AIPRP) et d'obligations de préservation de la preuve. Les obligations de préservation de la preuve peuvent surpasser la période de conservation prescrite.</p> <p>e) Votre solution inclut-elle des capacités d'édition vidéo et de caviardage ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ces capacités sont-elles automatisées, ou peuvent-elles l'être ?</li> <li>• Ces capacités sont-elles non destructrices et permettent-elles de préserver le fichier et les métadonnées d'origine ?</li> <li>• Ces capacités sont-elles incluses dans les registres de saisie des pistes de vérification ?</li> </ul> <p>f) Votre solution fonctionne-t-elle dans les deux langues officielles du Canada (anglais canadien, français canadien) ?</p> <p>g) Décrivez le modèle de soutien technique de votre entreprise et les types de soutien spécifiques que vous offrez aux utilisateurs.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Comment assurez-vous le soutien technique ?</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Offrez-vous un soutien technique et un soutien aux utilisateurs en anglais canadien et en français canadien ?</li> <li>• Quelles sont les heures d'ouverture ?</li> <li>• Offrez-vous le soutien en tout temps ? Dans la négative, votre entreprise serait-elle prête à assurer ces services au Canada s'il en faisait la demande ?</li> </ul> <p>h) Votre solution permet-elle d'effectuer la conversion parole-texte, la traduction et la reconnaissance optique de caractères en anglais canadien et en français canadien ?</p> <p>i) Pouvez-vous décrire les capacités de votre solution en matière d'analyse de données ou de science des données qui permettent d'analyser et de présenter les résultats à l'échelle nationale, divisionnaire ou municipale à l'aide de graphiques et de cartes ?</p> <p>j) Comment les informations sont-elles transférées d'un dispositif de collecte au SGPN ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Quels sont les moyens qui permettent de faciliter ce processus ?</li> </ul>
<b>PRATIQUES EXEMPLAIRES</b>	
8.	<p>a) Nous sollicitons vos commentaires sur la feuille de route proposée.</p> <p><u>Feuille de route :</u></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Caméras corporelles et SGPN complet et SGD (SIRP-[Niche], le système PRIME-BC (Police Records Information Management Environment of British Columbia)-[Versaterm], GRC d'Halifax et Police régionale d'Halifax (Versaterm), GeCG (Gestion électronique des cas graves)-[Xanalysis] et mapping-(Esri).</li> <li>2. Lors de l'appel de service : Système vidéo embarqué (SVE) (Motorola WatchGuard, Panasonic Arbitrator), téléphone intelligent Samsung Galaxy Android de la GRC (vidéo, photo, audio), vidéo de spectateur (téléphones intelligents et autres appareils vidéo manuels, caméra-témoin), tous incluant des métadonnées, des données géographiques et des métadonnées supplémentaires de la GRC.</li> <li>3. Au détachement : Vidéo de sécurité de l'immeuble, vidéo et audio du bloc cellulaire, vidéo de la salle d'interrogatoire.</li> <li>4. Vidéo SATP (système d'aéronef télépiloté).</li> <li>5. CCTV (Télévision en circuit fermé) provenant d'incidents de magasin.</li> <li>6. Caméras de porte d'entrée.</li> <li>7. Vidéo d'évènement d'envergure.</li> </ol> <p>b) Quelles ressources humaines supplémentaires la GRC pourrait-elle ajouter à son personnel, tant pour le projet que pour les états en service ? Veuillez indiquer les catégories de ressources et le nombre de ressources que vous recommandez pour chaque catégorie.</p>

	<p>c) Veuillez décrire l'approche que prendrait votre entreprise pour informer ses clients des nouvelles versions et correctifs et comment ils peuvent affecter les utilisateurs finaux. La préoccupation ici est l'impact sur les utilisateurs opérationnels finaux qui peuvent avoir besoin d'être informés à l'avance en cas de changements importants, ou qui peuvent avoir besoin de formation ou de temps d'adaptation.</p> <p>d) Selon votre expérience, quelles sont les meilleures approches et les pratiques exemplaires pour former les utilisateurs et des administrateurs ? Pouvez-vous donner des détails sur le soutien à la formation que votre entreprise peut fournir en ce qui concerne le SGPN et la caméra corporelle ? Ces détails peuvent comprendre, sans s'y limiter : le format fourni ; la formation virtuelle ou en personne ou les deux ; le nombre d'heures d'apprentissage ; le programme de cours ; la taille de la classe ; la langue dans laquelle la formation est dispensée.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• La formation est-elle intégralement fournie par votre entreprise, ou s'agit-il d'une formation à l'intention des formateurs ?</li></ul> <p>e) Décrivez comment votre entreprise pourrait faciliter la transition du Canada vers le SGPN et les caméras corporelles d'un nouveau fournisseur à la fin de la durée du contrat, en tenant compte des autres dispositifs ou systèmes de collecte qui pourraient y être intégrés.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Comment votre entreprise pourrait-elle faciliter la transition des données pour assurer un transfert d'activités en douceur, en évitant le plus de conséquences possible pour la GRC et ses anciens systèmes ?</li></ul> <p>Votre entreprise s'engagerait-elle à respecter une période de transition ou de « réduction progressive des activités » à la fin du contrat, sans frais supplémentaires pour le Canada, afin d'assurer la continuité des activités ?</p>
<b>CAMÉRAS CORPORELLES</b>	
9.	<p>a) Décrivez brièvement votre offre de caméras corporelles en indiquant les différents modèles que vous proposez et ce qui rend chacun d'eux unique.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Quelle est la durée d'enregistrement continu avec la batterie ?</li><li>• Pour quelles fourchettes de température ces caméras ont-elles été testées ?</li><li>• Quels sont l'indice IP et le processus pour activer, enregistrer, désactiver et étiqueter une vidéo, la résolution et le champ de vision ?</li><li>• À quelles normes ces appareils sont-ils conformes ?</li></ul> <p>b) Si votre entreprise fournissait des caméras corporelles avec SGPN, comment se déroulerait leur installation pour un détachement de 5 membres, de 25 membres et de 75 membres ?</p> <p>c) Quelle est la garantie standard offerte pour le matériel et les batteries des caméras corporelles de votre entreprise ?</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Votre entreprise offre-t-elle une garantie prolongée ?</li></ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une réserve de caméras de rechange serait-elle prévue en cas de dommage ?</li> <li>• Quels sont les modalités du service et le délai de réponse ?</li> </ul> <p>d) Quel est le cycle de vie prévu des caméras corporelles de votre entreprise ? Que prévoit votre entreprise pour la mise à jour en continu de sa technologie, notamment pour la GRC, lorsque le moment sera venu de mettre à jour ses appareils actuels ?</p> <p>e) La GRC souhaite conclure un contrat de bail ou de location visant des caméras corporelles, plutôt que d'en faire l'acquisition en tant qu'actif. Votre entreprise serait-elle favorable à cette approche ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Décrivez le soutien en service qu'offrirait votre entreprise à la GRC dans un scénario de location ou de bail. Veuillez indiquer précisément comment les caméras corporelles endommagées seraient remplacées ou éliminées.</li> <li>• Décrivez de manière aussi détaillée que possible le modèle de calcul des coûts employé par votre entreprise pour un contrat de bail ou de location pour les caméras corporelles. En quoi ce modèle serait-il différent du modèle de facturation qui serait appliqué si le Canada s'il achetait les caméras comme un actif ?</li> </ul> <p>f) La caméra corporelle a-t-elle la capacité de diffuser des vidéos continues en direct à la demande ou en fonction d'un événement ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Comment cette fonctionnalité est-elle activée ?</li> <li>• La caméra a-t-elle une capacité de positionnement global, et peut-elle enregistrer ou transmettre sa position pendant une diffusion continue en direct ?</li> <li>• La diffusion continue en direct est-elle cryptée ? Dans l'affirmative, selon quelles normes ?</li> </ul> <p>g) Les offres de votre entreprise en matière de caméra corporelle enregistrent-elles en continu les coordonnées GPS (système de positionnement global) ?</p>
<b>STRATÉGIE D'APPROVISIONNEMENT ET DÉPLOIEMENT</b>	
<b>10.</b>	<p>a) Dans le tableau 1 de la partie 4 de la présente demande de renseignements, le Canada présente un calendrier d'approvisionnement ambitieux pour l'acquisition d'un SGPN national et de caméras corporelles. Veuillez donner votre avis sur la faisabilité du calendrier d'approvisionnement proposé par le Canada.</p> <p>b) Le Canada a indiqué que son objectif est de déployer plus de 10 000 caméras corporelles, dès l'attribution du contrat. Le Canada exigera également la mise en place du SGPN national. Quelle est la capacité de votre entreprise à fournir les</p>

quantités de caméras corporelles dont le Canada a besoin, dans les délais proposés dans le tableau 1 ?

- Votre entreprise serait-elle également prête à mettre en place un SGPN national dans le même délai ?
- Décrivez *comment* votre entreprise faciliterait le déploiement national des caméras corporelles et du SGPN pour la GRC. Par exemple, votre entreprise suggérerait-elle de procéder par étapes et le cas échéant, quel type de test ou de preuve de concept devrait être effectué à l'avance ? Les utilisateurs auront-ils besoin d'une formation avancée, etc. ?
- Si votre entreprise ne peut pas respecter les quantités ou les délais proposés par le Canada, veuillez décrire de manière aussi détaillée que possible l'échéancier le plus serré auquel votre entreprise serait prête à s'engager.

c) Votre entreprise est-elle d'accord qu'une durée initiale de contrat de six (6) ans fermes, avec six (6) options irrévocables d'un (1) an, est une durée raisonnable pour un contrat de cette nature ?

- Votre entreprise serait-elle prête à s'engager sur une durée de contrat plus longue ?
- Quelle structure de délai de l'option serait la meilleure façon d'encourager les bons résultats et un investissement continu dans les services prévus dans l'entente ?
- Quelle sera l'incidence de la durée du contrat sur le coût total du SGPN et des caméras corporelles ?

d) Le Canada a déterminé un certain nombre d'exigences et spécifications potentielles pour le SGPN national et les caméras corporelles dans la partie 13 de la présente demande de renseignements. Celles-ci peuvent constituer certains des critères d'évaluation obligatoires et cotés par points que le Canada utilisera dans ses activités subséquentes d'approvisionnement. Toute question ou tout commentaire de l'industrie concernant ces exigences et spécifications potentielles sera accueilli favorablement par le Canada.

- Quel type de critères d'évaluation le Canada devrait-il envisager d'utiliser pour qualifier les fournisseurs dans le cadre d'un processus de DP ? Avec le plus de détails possible, veuillez fournir des exemples et des justifications ?

f) Veuillez émettre tout commentaire supplémentaire qui n'a pas été abordé précédemment.

## 15. DÉMONSTRATION DU FOURNISSEUR

**15.1** Le Canada peut, à sa discrétion, tenir des démonstrations individuelles avec les représentants de l'industrie à la suite de la présente demande de renseignements.

- 15.1.1** Les fournisseurs doivent exprimer par écrit, à l'autorité contractante, leur intérêt à fournir au Canada une démonstration de leur solution en réponse à la présente demande de renseignements. Les fournisseurs doivent également indiquer leur langue préférée pour la démonstration (c'est-à-dire l'anglais ou le français).
- 15.1.2** La démonstration de la solution par les fournisseurs se fera individuellement et le contenu demeurera confidentiel.
- 15.1.3** Afin de se conformer au calendrier proposé par le Canada dans la partie 4 de la présente demande de renseignements, le Canada a l'intention d'organiser des démonstrations de fournisseurs au **début du mois de décembre 2020**, sous réserve de modifications à la discrétion du Canada.
- 15.1.4** Après examen des réponses aux demandes de renseignements, l'autorité contractante communiquera avec tous les fournisseurs qui ont manifesté leur intérêt à fournir une démonstration de leur solution et fournira par écrit tous les détails applicables concernant les prochaines étapes. Le Canada s'engagera à accorder aux fournisseurs le plus de temps possible pour préparer une démonstration, toutefois, compte tenu des contraintes de temps, les fournisseurs doivent s'attendre à ne pas avoir plus de (1) ou (2) semaines de temps de préparation.
- 15.1.5** La date, l'heure et le déroulement des démonstrations du fournisseur seront précisés par l'autorité contractante et communiqués par écrit aux parties intéressées. En raison de la pandémie de COVID-19, les fournisseurs doivent être prêts à fournir une démonstration virtuelle au Canada.

**15.2** Deux scénarios qui doivent être utilisés dans la démonstration du fournisseur sont présentés dans les sections qui suivent. L'objectif est que les fournisseurs participant à la démonstration démontrent comment leur solution répond aux exigences opérationnelles énoncées dans ces scénarios.

### Scénario 1 : Sur une scène

La police reçoit un appel de service pour une bagarre entre deux hommes adultes dans une zone commerciale, deux voitures de police et deux agents de police y répondent. Faites la démonstration de la collecte et de l'analyse des preuves numériques provenant des caméras corporelles, du système vidéo embarqué (SVE), de la vidéo et des photos du téléphone intelligent Android Samsung Galaxy de la police et des photos et vidéos des passants provenant d'un téléphone intelligent iPhone de Apple.

Solicitation No. - N° de l'offre  
M7594-212120/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
M7594-212120

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
005XU.M7594-212120

Id de l'acheteur - Buyer ID  
005XU  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

## **Scénario 2 : Au détachement**

On fera la démonstration du traitement d'un prisonnier dans un détachement en mettant l'accent sur la gestion des preuves numériques à partir du moment où la voiture arrive à l'entrée du garage, en tenant compte de la vidéo de sécurité du bâtiment, de la zone de mise en détention, de l'audio et de la vidéo du bloc cellulaire et de la vidéo de la salle d'interrogatoire. Ensuite, démontrez comment les preuves numériques seront préparées et divulguées, puis préparées pour une demande d'AIPRP (accès à l'information et protection des renseignements personnels), y compris le caviardage. Dans les deux cas, montrez comment la chaîne de possession est préservée et peut être vérifiée.

## ANNEXE A

### Liste des acronymes

2FA	Authentification à deux facteurs
ABAC	Contrôle d'accès basé sur les attributs
AD	Active Directory
AE	Autorisation d'exploitation
AIPRP	Accès à l'information et protection des renseignements personnels
ANS	Accord sur les niveaux de service
Caméra corporelle	des caméras corporelles
Caméra corporelle	Caméra corporelle
DDR	Demande de renseignements
DP	Demande de propositions
GAM	Gestion des appareils mobiles
GC	Gouvernement du Canada
GeCG	Gestion électronique des cas graves
GI	Gestion de l'information
GPS	Système de positionnement global
GRC	Gendarmerie royale du Canada
ID	Identification
IPA	Interface de programmation des applications
Langage SAML	Security Assertion Markup Language (langage de balisage pour l'assertion de sécurité)
LES	Données sensibles réservées aux organismes d'application de la loi
LI	Lettre d'intérêt
MP3	Format de compression MPEG Audio Layer -3 (MP3)
OAuth	Open Authorization
OIDC	Identifiant de connexion Open ID
PDF	Format de document portable
PI	Propriété intellectuelle
PRIME BC	Environnement de gestion de l'information des dossiers de police de la Colombie-Britannique
RAO	Répartition assistée par ordinateur
RBAC	Contrôle d'accès basé sur les rôles
SaaS	Modèle SaaS
SATP	Système d'aéronef télépiloté

Solicitation No. - N° de l'offre  
M7594-212120/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
M7594-212120

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
005XU.M7594-212120

Id de l'acheteur - Buyer ID  
005XU  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

SE	Surveillant de l'équité
SGD	Système de gestion des documents
SGPN	Système de gestion de preuves numériques
SIGE	Système d'information géographique électronique
SIRP	Système d'incidents et de rapports de police
SVE	Système vidéo embarqué
TI	Technologie de l'information
TPSGC	Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
TVCF	Télévision en circuit fermé
URS	Unité de réception des soumissions
VEC	Audiovisuel de pointe
WAV	Format de fichier Waveform Audio